



Colloque « Quels nationalismes au XXI^{ème} ? Regards croisés Europe / Amériques » – Appel à Communications

« Le nationalisme c'est la guerre » déclara en 1995 François Mitterrand, à l'issue d'un long discours de présentation des objectifs de la présidence française de l'Union européenne au premier semestre 1995. Prononcée dans un contexte d'intégration européenne, puis reprise depuis par de nombreux hommes politiques français, dont François Hollande et plus récemment Emmanuel Macron, en réaction à la montée de l'extrême droite, cette association entre nationalisme et guerre doit, en Occident, se comprendre comme la conséquence directe des deux conflits mondiaux qu'a connus le XX^{ème} siècle. Parce qu'il a inspiré les régimes militaires que l'on sait en Allemagne, en Italie et au Japon, le nationalisme a longtemps été discrédité par toute une génération, contemporaine, de près ou de loin, depuis la Deuxième Guerre mondiale. Or, non seulement le nationalisme ne représente-t-il plus le même tabou pour les nouvelles générations, mais la montée en puissance des partis d'extrême droite et des mouvements populistes ces dix dernières années semble témoigner d'un retour en force de cette idéologie, d'autant plus flagrante qu'elle coïncide avec le déclin des partis traditionnels autour desquels s'était construit l'échiquier politique depuis plus de cinquante ans dans de nombreux pays occidentaux.

Pour autant, le nationalisme auquel nous assistons aujourd'hui n'est pas celui des années 1930 et il revêt différentes formes, à différentes échelles, régionales et nationales qu'il nous semble pertinent d'essayer de comprendre et de définir, dans ses multiples acceptions, d'un contexte politique et culturel à un autre.

Cadre historique

Présenté comme « l'une des forces politiques les plus puissantes du XX^{ème} siècle », le nationalisme est une donnée géopolitique qui permet d'appréhender de nombreuses situations, voire de nombreux conflits dans le monde actuel (Heater et Berridge 2016). Il a en effet conduit à nombre de reconfigurations de l'espace politique suite aux deux Guerres mondiales et à la Guerre Froide (Brubaker 1996-4).

Né en Europe avec « Le Printemps des peuples » de 1848, le nationalisme a été attisé par le Congrès de Vienne (1814-15) qui avait choisi d'ignorer les aspirations libérales et nationales des peuples. En Italie, Belgique, Irlande Grèce, Hongrie, Pologne et Hongrie, le rejet de gouvernement par des dynasties étrangères se développe et prend la forme d'une agitation nationaliste sous des formes plus ou moins violentes. Giuseppe Mazzini, en Italie, est une figure-clef de ce mouvement tandis que John Stuart Mill (1861) et Ernest Renan (« Qu'est-ce qu'une nation », 1882) vont, quelques années plus tard, tenter de théoriser la question de ce qui constitue une nation.

Les États-nations ont par la suite construit les nations – des groupes de personnes partageant un attachement commun – correspondant à cet État à partir d’une idéologie nationaliste ayant pour but de justifier l’existence de cette nation (Gellner, Hobsbawm et Thiesse, 1999). Ils constituent non seulement le maillage du monde mais également son principe organisateur ainsi que la base des relations internationales (Rosière 2020, Reece 2016).

Au début du XXI^{ème}, période à laquelle nous proposons de nous intéresser, les États-nations se trouvent confrontés à une série de défis sociaux et économiques dans un contexte d’érosion des identités et d’interconnexion culturelle créées par la mondialisation. Ils voient leurs pouvoirs souverains s’éroder et se transformer, ou craignent de se transformer, en États « post-nationaux » (Habermas 2000) tandis que l’espace politique qu’ils gouvernent ne correspond plus à l’espace socio-économique qui, lui, transcende les frontières nationales. L’euro-scepticisme, la méfiance à l’égard de l’immigration et, aux États-Unis, le rejet du multilatéralisme et le retour du protectionnisme donnent ainsi naissance à un retour du nationalisme, souvent sous une forme agressive, nativiste et populiste.

Pendant ce temps, d’autres phénomènes viennent à leur tour alimenter les nationalismes régionaux, pour lesquels l’association à l’extrême droite ne fonctionne plus puisqu’ils sont transversaux politiquement dans des sociétés telles que la Catalogne, l’Écosse, le Pays basque, la Flandre, le Québec... L’intégration européenne puis, plus brutalement, le Brexit, l’épidémie de la Covid-19 ainsi que les processus indépendantistes écossais et catalan ont été autant d’éléments déterminants dans la remise en cause des États-nations en provenance des nations sans État qui, constatant l’échec (relatif ou subjectif) des États plurinationaux, décident de lutter politiquement pour l’avènement d’un nouvel État.

Nous assistons donc à un nationalisme à plusieurs niveaux : un nationalisme d’État – parfois inconscient, celui que d’aucuns nomment le « nationalisme banal » – et un nationalisme régional qui remet en cause les frontières des États-nations pour doter certaines nations culturelles – ou nations sans État – d’un État propre.

Considérations théoriques

Que la nation soit vue comme facteur de différenciation (Bekus, 2010) ou comme « communauté imaginée » (Anderson, 1993), le lien qui unit les membres d’une même nation fait débat parmi les scientifiques. Certains mettent en avant des interprétations ethnoculturelles, d’une part, définissant le fondement de la nation à partir de caractéristiques objectives telles que la culture, la langue, l’histoire ou encore l’idéologie (Adams in Bekus 2010). D’autres proposent des interprétations modernistes, d’autre part, qui voient la nation comme un construit conscient, ancré dans le présent, indépendant du passé (Bekus, 2010). Les disciplines ont aussi leur propre approche avec, d’un côté, les historiens qui analysent le nationalisme comme force politique et, de l’autre, les ethnologues qui l’envisagent davantage autour de la notion d’ethnicité (Löfgren in Martigny 2010).

En outre, le nationalisme interroge les frontières, présentées par Michel Foucher comme un dispositif central dans la fabrication des nations (Foucher 2012). Parce qu’il doit avoir une base géographique – en faisant coïncider un État, une nation et un territoire (Kassem 2012, Foucher 1991) – le modèle de l’État-nation a émergé en même temps que le concept de frontière. Mieux, la frontière a été le levier territorial pour légitimer les États-nations puis elle a été instrumentalisée pour renforcer le sentiment national. La frontière étant « l’enveloppe de la nation » (Foucher) mais aussi un « marqueur d’identité » (Piermay, 2005), il convient de réfléchir sur ce lien entre État, nation et frontière.

Le nationalisme est également un phénomène protéiforme : qu'il soit inclusif ou exclusif, ethnique ou civique, pro-État ou anti-État (Kassem *et al* 2012), chaque mouvement, selon ses revendications, ses modalités et ses fondements, s'inscrit de façon différente dans ces catégories. Chronologiquement, la situation est différente entre le nationalisme qui a résulté de la « nationalisation de l'espace politique » et le nationalisme qui l'a engendré (Brubaker 1996). *In fine*, ces notions sont-elles toujours d'actualité ? Des formes de « néo-nationalisme » sont-elles apparues ?

Objectifs

Parce que le nationalisme a émergé d'abord en Europe avant d'être « exporté » dans le Nouveau Monde par le biais du modèle de l'État-nation et dans un contexte de colonisation, ce colloque souhaite aborder le phénomène de façon comparatiste.

Tout d'abord, l'Europe se retrouve aux prises avec des forces antithétiques : entre la volonté de construction d'une entité supranationale qui viendrait supplanter les États-nations ou États multinationaux, l'éclosion de souverainismes à l'échelle de ces derniers en réponse à l'intégration européenne mais aussi l'émergence de nationalismes régionaux qui demandent à créer leur propre État – Catalogne, Écosse, Flandre... Est-ce le signe d'une Europe en crise ? Quel sens doit-on donner à ces mouvements nationalistes ?

Par ailleurs, tous les pays européens n'ont pas adhéré au modèle d'État-nation. Le Royaume-Uni, comme la Belgique sont des États multinationaux – ou plurinationaux – composés de plusieurs nations, définies par Stéphane Pierré-Caps comme des « communautés différentes, chacune ayant conscience de sa spécificité et manifestant le désir de la conserver » (Pierré-Caps 1995). De fait, c'est à la même époque, dans les années 1980, que l'on a pu assister parallèlement à une montée de l'euro-scepticisme et au réveil des nationalismes au sein des pays (revendication des nationalistes écossais : un État-Nation). Si certaines entités souhaitent constituer un État sur la base d'un mouvement nationaliste, n'est-ce pas la preuve que l'État-nation a encore de beaux jours devant lui ? L'Union Européenne pourrait-elle devenir une union d'États-nations ? L'éventuel salut européen qui viendrait des nations sans État n'est-il pas basé sur une incompatibilité fondamentale entre les deux ?

Les Amériques ont, quant à elles, adopté le modèle de l'État-nation en décalage, dans un contexte de décolonisation, par le biais de processus plus ou moins violents selon les pays. De la même façon, elles ont suivi le modèle de l'intégration européenne, en mettant en place des accords régionaux tels que l'ALENA, le MERCOSUR ou le CARICOM. Ces tentatives d'intégration régionale se heurtent toutefois à des obstacles de taille, notamment le refus des États d'abandonner une indépendance nationale qu'ils considèrent comme chèrement acquise. Par conséquent, ces accords sont davantage des accords commerciaux, sans ambition supranationale qui promeuvent une intégration davantage fonctionnelle qu'institutionnelle (Sohn *et al*, 2007).

Aussi, le nationalisme a été lié à une époque très récente aux mouvements indigénistes ou indianistes. À titre d'exemple, la Bolivie, qui est un État plurinational se trouve aux prises de revendications identitaires et territoriales de la part de peuples « originels » que les gouvernements considèrent le plus souvent comme des populations qui occupent un territoire. Le nationalisme latino-américain est aussi à analyser dans le cadre de luttes entre les autorités politiques et les communautés indigènes, qui ont été les premières victimes de ce nationalisme

colonial à travers la spoliation des terres et de déforestation consécutive dont on a beaucoup parlé au Brésil à titre d'exemple...

Enfin, que ce soit l'État qui insuffle et construit le nationalisme par un ralliement autour de symboles et de principes, ou bien les partis politiques qui le mobilisent, ou encore la société civile qui l'anime et le façonne, le nationalisme est le fruit de certains acteurs qui produisent un discours particulier – récit national ou programmes politiques – ayant pour but de mobiliser les individus autour de ce « lien » qui unit la nation.

Ce sont ces questions portant sur les différentes formes de nationalismes qui marquent ce début du XXIème siècle que le présent colloque souhaite explorer en les structurant autour des axes suivants :

- Un premier axe examinera le **lien qui existe entre nationalisme et populisme**. Les mouvements populistes qui se sont multipliés en Europe et dans les Amériques instrumentalisent le nationalisme « traditionnel » ou « ordinaire » à travers un discours anti-immigration et pro-souveraineté. Toute proposition sur la relation qui existe entre nationalisme et immigration ou nationalisme et souveraineté est pertinente pour notre réflexion. Comment le nationalisme est mis au service d'un discours populiste promouvant le repli sur soi ? Quelle vision de la nation est mise en avant ? Quelle est la place pour les nouveaux arrivants dans le projet national ? Les discours qui émergent en Europe et dans les Amériques sont-ils similaires ?
- Un second axe s'intéressera à **l'opposition qui existe entre nationalisme régional et nationalisme d'Etat**. Celui-ci pourra aborder le sujet sous différents angles
 - o Tout d'abord, les propositions analysant la spécificité des mouvements nationalistes régionaux et de leurs revendications en ce début de XXIème siècle seront privilégiées. Ces mouvements résultent-ils d'un problème politique entre l'État central et une région ou bien s'agit-il plutôt d'un problème de cohésion sociale (et « nationale ») interne à la région ? Le sentiment d'appartenance régionale – perçue comme « nationale », d'où un problème de définition – est-il compatible ou non avec l'appartenance nationale (de l'État-nation).
 - o Par ailleurs, lorsque l'on sait que des indépendantistes québécois, basques, catalans, corses ou encore flamands se sont rendus en 2014 en Écosse pour assister au déroulement du référendum d'indépendance, on pourra également étudier l'existence de liens de **solidarité transnationale** entre certains mouvements nationalistes, notamment entre l'Europe et les Amériques, à l'heure où le *Scottish National Party* remporte haut la main les élections (2021) et demande l'organisation d'un nouveau référendum sans être entendu.
 - o Enfin, quand on sait le rôle que les langues ont joué dans la construction des nationalismes (Brunet-Jailly 2017), les propositions qui examineront la façon dont **les langues ont été mises au service du nationalisme** au XXIème seront également les bienvenues. On peut penser ici à l'importance accordée au gaélique et l'Ulster Scot dans les négociations préalables à la restauration d'une assemblée en Irlande du Nord en 2020, aux efforts menés par le gouvernement nationaliste écossais pour faire reconnaître le Scots comme langue (et non dialecte) nationale, mais les exemples abondent, ainsi la réforme actuelle de la Loi 101 au Québec portant sur la langue française. Le rôle du catalan et du basque dans les nationalismes correspondants est par ailleurs absolument

fondamental en tant que définition nationale autour de la question linguistique. A l'inverse, en Amérique Latine, hormis le portugais, l'ensemble des pays partagent l'espagnol comme langue officielle même si le guaraní au Paraguay ou les langues pré-colombiennes en Bolivie sont désormais co-officielles. La langue construit-elle la nation ? La nation peut-elle être plurilingue ? Une même nation peut-elle être à cheval entre plusieurs États (et donc transfrontalière) ?

- Un troisième axe portera sur le **nationalisme et la redéfinition des frontières dans un contexte de régionalisation et d'intégration** que ce soit en Europe avec l'Union Européenne ou dans les Amériques avec les alliances régionales. Le projet européen marque-t-il le début de la crise de l'État-nation avec la perte de certains symboles nationaux (monnaie, frontières) ? L'Union européenne est-elle un espace de co-souverainetés ? Quelles relations l'Union européenne souhaite-t-elle instaurer entre les États-nations et les institutions supranationales ? La construction européenne mène-t-elle à l'avènement d'une identité européenne et, peut-être même d'une nation européenne ? La citoyenneté européenne est-elle concurrente de la citoyenneté nationale ? L'UE donne aussi un rôle et une voix aux régions des États-nations, actrices dans l'exécution des politiques européennes. L'État-nation (en Europe en tout cas) est-il toujours l'acteur idéal dans un XXIème siècle globalisé, mondialisé. L'UE a-t-elle cherché à affaiblir les États-nations ? L'Europe des régions a-t-elle été sérieusement envisagée comme alternative à l'Europe des États-nations ? En quoi le Brexit a-t-il pu être une mise en abyme pour les indépendantistes écossais ou catalans (Catalexit) ? Ces réflexions pourront également, dans une visée comparatiste, permettre d'examiner les liens qui structurent les États-Nations et les ensembles régionaux américains : l'ancien ALENA, le MERCOSUR, le Système d'Intégration Centraméricain ou encore CARICOM (la Communauté Caraïbienne). Bien que moins aboutis que l'Union Européenne, ces ensembles véhiculent-ils une dimension identitaire qui remettrait en cause – ou qui viendrait en opposition – avec les identités nationales existantes. Enfin, qu'en est-il de ces ensembles régionaux à l'heure de la montée en force du populisme ?

Parce que le nationalisme est à la croisée des disciplines, ce colloque se veut à la fois transversal et transdisciplinaire, toutes les approches étant les bienvenues, qu'elles aient trait à la civilisation, la géographie, l'histoire, la science politique, les relations internationales, la sociologie, la linguistique, l'ethnologie, la psychologie... Les communicants sont également encouragés à adopter des méthodologies pluridisciplinaires et comparatistes afin de mettre en regard les pays européens et américains.

Lieu: Grenoble

Date: les 1, 2 et 3 juin 2022

Les propositions sont à envoyer avant le 31 octobre à l'adresse suivante :
nationalismes.regardscroises@gmail.com



“Nationalisms in the 21st century: From Europe to the Americas” Symposium – Call For Papers

“Nationalism is war,” François Mitterrand declared in 1995, as a conclusion to a long speech setting out the objectives of the French presidency of the European Union. Uttered in a context of European integration, then taken up again since by many French politicians, including François Hollande and more recently Emmanuel Macron, in reaction to the rise of the extreme right, this association between nationalism and war must be understood in the West as the direct consequence of the two world wars that marked the 20th century. Because it inspired the military regimes that we know in Germany, Italy and Japan, nationalism has since then been discredited by a whole generation, born during or in the wake of WWII.

Not only does nationalism no longer seem to represent a taboo for the new generations, but the rise in power of extreme right-wing parties and populist movements over the last ten years also seems to point to a resurgence of this ideology –all the more flagrant as it coincides with the decline of the traditional political parties in many Western countries.

However, the nationalism we are witnessing today is not the same as that of the 1930s. It takes on different forms, at different regional and national levels, which it seems relevant to try to understand and define, in its multiple meanings, from one political and cultural context to another.

Historical framework

Presented as “one of the most powerful political forces of the twentieth century”, nationalism is a geopolitical fact that allows us to understand many situations and many conflicts in the world today (Heater and Berridge 2016). Indeed, it has led to many reconfigurations of the political space following the two World Wars and the Cold War (Brubaker 1996-4).

Born in Europe with the "People's Spring" of 1848, nationalism developed as a consequence of the Congress of Vienna (1814-15), which had chosen to ignore the liberal and national aspirations of the people. In Italy, Belgium, Ireland, Greece, Hungary and Poland, the rejection of government by foreign dynasties developed and took the form of nationalist agitation in more or less violent forms. Giuseppe Mazzini, in Italy, was a key figure in this movement, while John Stuart Mill (“Considerations on Representative Government”, 1861) and Ernest Renan (“What is a Nation?”, 1882), a few years later, attempted to theorize the question of what constitutes a nation.

The nation-states subsequently constructed nations –groups of people sharing a common attachment– corresponding to this state from a nationalist ideology aimed at justifying the existence of that same nation (Gellner, Hobsbawm and Thiesse, 1999). They not only constitute

the organizing principles of the world but the basis of international relations as well (Rosière 2020, Reece 2016).

At the beginning of the 21st century –the period we propose to focus on, nation-states are facing a series of social and economic challenges in a context of eroding identities and cultural interconnection created by globalization. They see their sovereign powers eroding and are transforming, or fear they are transforming, into “post-national” states (Habermas 2000) while the political space they govern no longer corresponds to the socio-economic space that transcends national borders. Euroscepticism, distrust of immigration and, in the United States, rejection of multilateralism and the return of protectionism are thus giving rise to a resurgence of nationalism, often in an aggressive, nativist and populist form.

Meanwhile, other phenomena are in turn fuelling regional nationalisms, for which the association with the far right no longer works since they are politically transversal in societies such as Catalonia, Scotland, the Basque Country, Flanders, Quebec... European integration then, more abruptly, Brexit, the Covid-19 epidemic, have all been determining elements in the questioning of nation-states from stateless nations which, because they have witnessed the – relative or subjective – failure of pluri-national states, are choosing to fight politically for their independence.

We are thus witnessing nationalism on several levels: state nationalism –sometimes unconscious, what some call “banal”, or “everyday nationalism”, and regional nationalism, which challenges the borders of nation-states in order to give to some cultural nations –or stateless nations– their own State.

Theoretical considerations

Whether a nation is seen as a differentiating factor (Bekus, 2010) or as an “imagined community” (Anderson, 1993), the bond that unites members of the same nation is a matter of debate among scholars. On the one hand, some emphasize ethnocultural interpretations, defining the basis of the nation from objective characteristics such as culture, language, history or ideology (Adams in Bekus 2010). On the other hand, others offer modernist interpretations, which see the nation as a conscious construct, anchored in the present and independent of the past (Bekus, 2010). Disciplines also have their own approach with, on the one hand, historians, who analyze nationalism as a political force and, on the other hand, ethnologists, who tend to build it around the notion of ethnicity (Löfgren in Martigny 2010).

Furthermore, nationalism questions borders, which are presented by Michel Foucher as a central device in the making of nations (Foucher 2012). Because it must have a geographical basis –a state, a nation, and a territory must coincide (Kassem 2012, Foucher 1991)– the nation-state model emerged along with the concept of border. Better yet, borders were the territorial levers to legitimize nation-states and were then instrumentalized to reinforce national sentiment. Since the border is “the envelope of the nation” (Foucher) but also a “marker of identity” (Piermay, 2005), it is appropriate to reflect on this link between state, nation and border.

Nationalism is also a shape-shifting phenomenon: whether it inclusive or exclusive, ethnic or civic, pro-state or anti-state (Kassem et al 2012), each movement, depending on its claims, modalities, and founding principles, fits differently into these categories. Chronologically, there is a difference between the nationalism that has resulted from the “nationalization of the

political space” and the nationalism that produced it (Brubaker 1996). In the end, are these notions still relevant? Or have forms of “neo-nationalism” emerged?

Objectives

Because nationalism first emerged in Europe before being "exported" to the New World through the nation-state model and in a context of colonization, the phenomenon will be approached in a comparative manner.

First of all, Europe finds itself in the grip of antithetical forces: the desire to build a supranational entity that would supplant nation-states or multinational states, the emergence of sovereignism in response to European integration, but also the emergence of regional nationalisms that demand to create their own state - Catalonia, Scotland, Flanders.... Is this a sign of a Europe in crisis? What meaning should we give to these nationalist movements?

Moreover, not all European countries have adhered to the nation-state model. The United Kingdom, like Belgium, are multinational - or plurinational - states composed of several nations, defined by Stéphane Pierré-Caps as "different communities, each aware of its specificity and showing the desire to preserve it" (Pierré-Caps 1995). In the 1980s, euroscepticism rose and nationalism became stronger within countries (e.g. the Scottish nationalists' demand for a nation-state). If some entities wish to form a state on the basis of a nationalist movement, is this not proof that the nation-state still has a bright future? Could the European Union become a union of nation-states? Isn't the possible European salvation that would come from stateless nations based on a fundamental incompatibility between the two?

The Americas, for their part, have adopted the nation-state model out of step, in a context of decolonization, through more or less violent processes depending on the country. In the same way, they have followed the model of European integration, setting up regional agreements such as NAFTA, MERCOSUR or CARICOM. However, these attempts at regional integration have faced significant obstacles, including the refusal of states to give up what they consider to be hard-won national independence. As a result, these agreements are more trade agreements, with no supranational ambitions, that promote more functional than institutional integration (Sohn et al, 2007).

Also, nationalism has been linked to indigenous or indianist movements in very recent times. For example, Bolivia, which is a plurinational state, has been confronted with identity and territorial claims by "native" peoples, which the government has usually considered as populations occupying a territory. Latin American nationalism is also to be analyzed in the context of struggles between political authorities and indigenous communities, who were the first victims of this colonial nationalism through the spoliation of land and the consequent deforestation that has been much discussed in Brazil for example...

Finally, whether it is the state, political parties or civil society that instills and builds nationalism by rallying around symbols and principles, nationalism is the fruit of certain actors who produce a particular discourse - national narrative or political programs - whose aim is to mobilize individuals around this "connection" that unites the nation.

It is these questions concerning the different forms of nationalism that mark the beginning of the 21st century that this conference wishes to explore by structuring them around the following axes:

- The first axis will examine the **link between nationalism and populism**. The populist movements that have multiplied in Europe and in the Americas instrumentalize "traditional" or "ordinary" nationalism through an anti-immigration and pro-sovereignty discourse. Any proposal on the relationship between nationalism and immigration or nationalism and sovereignty is relevant to our reflection. How can nationalism be instrumentalized by populist discourses promoting withdrawal? What vision of the nation is put forward? What is the place for newcomers in the national project? Are the discourses that are emerging in Europe and in the Americas similar?
- A second axis will focus on **the opposition between regional nationalism and state nationalism**. It will be able to approach the subject from different angles:
 - First of all, proposals analyzing the specificity of regional nationalist movements and their claims at the beginning of the 21st century will be privileged. Are these movements the result of a political problem between the central state and a region or is it rather a problem of social (and "national") cohesion within the region? Is the sense of regional belonging - perceived as "national", hence a problem of definition - compatible or not with the national belonging (of the nation-state).
 - Moreover, when we know that Quebec, Basque, Catalan, Corsican or Flemish independentists went to Scotland in 2014 to attend the independence referendum, we can also study the existence of **transnational solidarity links** between certain nationalist movements, particularly between Europe and the Americas, at a time when the Scottish National Party has won the elections (2021) by a landslide and is unsuccessfully calling for a new referendum.
 - Finally, when we know the **role that languages have played** in the construction of nationalisms (Brunet-Jailly 2017), proposals that will examine the way in which languages have been put at the service of nationalism in the 21st century will also be welcome. One might think here of the importance given to Gaelic and Ulster Scot in the negotiations prior to the restoration of an assembly in Northern Ireland in 2020, the efforts of the Scottish nationalist government to have Scots recognized as a national language (not dialect), but examples abound, such as the current reform of Bill 101 in Quebec dealing with the French language. The role of Catalan and Basque in the corresponding nationalisms is also absolutely fundamental as a national definition around the language question. On the other hand, in Latin America, apart from Portuguese, all the countries share Spanish as an official language, even if Guaraní in Paraguay or the pre-Colombian languages in Bolivia are now co-official. Does language build the nation? Can a nation be multilingual? Can the same nation straddle several states (and therefore be transborder)?
- A third axis will focus on **nationalism and the redefinition of borders** in a context of regionalization and integration, whether in Europe with the European Union or in the Americas with regional alliances. Does the European project mark the beginning of the crisis of the nation-state with the loss of certain national symbols (currency, borders)? Is the European Union a space of co-sovereignty? What relations does the European Union wish to establish between the nation-states and the supranational institutions?

Does the European construction lead to the advent of a European identity and perhaps even a European nation? Does European citizenship compete with national citizenship? The EU also gives a role and a voice to the regions of the nation-states, as actors in the implementation of European policies. Is the nation-state (in Europe at least) still the ideal actor in a globalized 21st century? Has the EU sought to weaken the nation-states? Has a Europe of regions been seriously considered as an alternative to a Europe of nation-states? In what way could Brexit be a *mise en abyme* for the Scottish or Catalan independentists (Catalexit)? These reflections could also, from a comparative point of view, make it possible to examine the links that structure the nation-states and the American regional groupings: the former NAFTA, MERCOSUR, the Central American Integration System or CARICOM (the Caribbean Community). Although less accomplished than the European Union, do these groupings convey an identity dimension that would challenge - or be in opposition to - existing national identities? Finally, what will become of these regional groupings at a time when populism is on the rise?

Because nationalism is at the crossroads of disciplines, this conference aims to be both transversal and transdisciplinary. All approaches are welcome, whether they relate to civilization, geography, history, political science, international relations, sociology, linguistics, ethnology, psychology... The presenters are also encouraged to adopt multidisciplinary and comparative methodologies in order to compare European and American countries.

Location: Grenoble

Date: 1-3 June 2022

Proposals should be sent before October 31 to the following address:
nationalismes.regardscroises@gmail.com



Simposio “¿Qué nacionalismos en el siglo XXI? Miradas cruzadas Europa / Américas” – Convocatoria

"El nacionalismo es la guerra", declaró François Mitterrand en 1995, al final de un largo discurso de presentación de los objetivos de la presidencia francesa de la Unión Europea en el primer semestre de 1995. Pronunciada en un contexto de integración europea, y luego retomada por muchos políticos franceses, entre ellos François Hollande, y más recientemente Emmanuel Macron, esta asociación entre nacionalismo y guerra, como reacción al ascenso de la extrema derecha, debe entenderse, en Occidente, como una consecuencia directa de los dos conflictos mundiales del siglo XX. Al haber inspirado los regímenes militares que sabemos en Alemania, Italia y Japón, hace tiempo que el nacionalismo está desacreditado para las generaciones más contemporáneas de la Segunda Guerra Mundial.

Ahora bien, no sólo el nacionalismo ya no representa el mismo tabú para las nuevas generaciones, sino que el auge de los partidos de extrema derecha y de los movimientos populistas en los últimos diez años parece atestiguar un regreso, con fuerza, de esta ideología, tanto más flagrante cuanto que coincide con el declive de los partidos tradicionales en torno a los cuales se había construido el espectro político en muchos países occidentales en los últimos cincuenta años.

Sin embargo, el nacionalismo al que asistimos hoy no es el mismo que el de los años 1.930, adopta formas diferentes y se encuentra en distintos niveles regionales y nacionales; parece pertinente tratar de comprenderlo y definirlo, en sus múltiples significados, pasando de un contexto político y cultural a otro.

Marco histórico

Presentado como "una de las fuerzas políticas más poderosas del siglo XX", el nacionalismo es un hecho geopolítico que permite entender muchas situaciones e incluso muchos conflictos en el mundo actual (Heater y Berridge 2016). De hecho, ha provocado muchas de las reconfiguraciones del espacio político tras las dos guerras mundiales y la Guerra Fría (Brubaker 1996-4).

Nacido en Europa con la "Primavera de los Pueblos" de 1848, el nacionalismo fue avivado por el Congreso de Viena (1814-15), que había optado por ignorar las aspiraciones liberales y nacionales de los pueblos. En Italia, Bélgica, Irlanda, Grecia, Hungría y Polonia, el rechazo al gobierno de dinastías extranjeras se desarrolló y adoptó la forma de agitación nacionalista en formas más o menos violentas. Giuseppe Mazzini, en Italia, fue una figura clave de este movimiento, mientras que John Stuart Mill (1861) y Ernest Renan ("¿Qué es una nación?", 1882) intentarían, unos años después, teorizar la cuestión de lo que constituye una nación.

Posteriormente, los Estados-nación construyeron las naciones –grupos de personas que comparten un vínculo común– correspondientes a ese Estado sobre la base de una ideología nacionalista destinada a justificar la existencia de esa nación (Gellner, Hobsbawn y Thiesse, 1999). No sólo federan el mundo, sino que también son su principio organizador y la base de las relaciones internacionales (Rosiere 2020, Reece 2016).

A principios del siglo XXI, periodo que pretendemos abarcar, los Estados-nación se enfrentan a una serie de retos sociales y económicos en un contexto de erosión de las identidades y de interconexión cultural generado por la globalización. También ven cómo se erosionan sus poderes soberanos y se transforman, o temen transformarse, en Estados "posnacionales" (Habemas 2000), mientras que el espacio político que gobiernan ya no se corresponde con el espacio socioeconómico, que trasciende las fronteras nacionales. El euroescepticismo, la desconfianza hacia la inmigración y, en Estados Unidos, el rechazo del multilateralismo y el retorno del proteccionismo durante la era Trump, han alimentado el regreso de un nacionalismo agresivo, nativista y populista.

Asimismo, otros fenómenos alimentan a su vez los nacionalismos regionales, para los que ya no funciona la asociación con la extrema derecha, ya que son políticamente transversales en sociedades como Cataluña, Escocia, País Vasco, Flandes, Quebec... La integración europea y luego, de forma más brutal, el Brexit, la epidemia de Covid-19 o los procesos independentistas escoceses y catalanes han sido elementos determinantes en el cuestionamiento de los Estados-nación desde las naciones sin estado que, constatando el fracaso (relativo o subjetivo) de los Estados plurinacionales, deciden luchar políticamente por el advenimiento de un nuevo Estado.

Así, asistimos a un nacionalismo en varios niveles: el nacionalismo estatal –a veces inconsciente, lo que algunos llaman "nacionalismo banal"– y el nacionalismo regional, que desafía las fronteras de los Estados-nación para dotar ciertas naciones culturales –o sin Estado– de un Estado propio.

Consideraciones teóricas

Tanto si la nación se considera un factor diferenciador (Bekus, 2010) como una "comunidad imaginada" (Anderson, 1993), el vínculo que une a los miembros de una misma nación es objeto de debate entre los científicos. Algunos proponen interpretaciones etnoculturales, definiendo la nación a partir de características objetivas como la cultura, la lengua, la historia o la ideología (Adams en Bekus 2010). Otros proponen interpretaciones modernistas, que ven la nación como una construcción consciente, anclada en el presente e independiente del pasado (Bekus, 2010). Las disciplinas también tienen su propio enfoque: por un lado, los historiadores analizan el nacionalismo como fuerza política y, por otro, los etnólogos consideran más la noción de etnicidad (Löfgren en Martigny 2010).

Además, el nacionalismo cuestiona las fronteras, presentadas por Michel Foucher como un dispositivo central en la construcción de las naciones (Foucher 2012). Dado que debe tener una base geográfica –haciendo coincidir un Estado, una nación y un territorio (Kassem 2012, Foucher 1991)– el modelo de Estado-nación surgió al mismo tiempo que el concepto de frontera. Es más, la frontera fue la palanca territorial para legitimar los Estados-nación y luego se instrumentalizó para fortalecer el sentimiento nacional. Dado que la frontera es "la envoltura de la nación" (Foucher) pero también un "marcador de identidad" (Piermay, 2005), conviene reflexionar sobre este vínculo entre Estado, nación y frontera.

El nacionalismo es también un fenómeno proteico: ya sea inclusivo o exclusivo, étnico o cívico, proestatal o antiestatal (Kassem et al 2012), cada movimiento, dependiendo de sus

reivindicaciones, modalidades y fundamentos, encaja de forma diferente en estas categorías. Cronológicamente, hay una diferencia entre el nacionalismo que resultó de la "nacionalización del espacio político" y el nacionalismo que lo engendró (Brubaker 1996).

Al fin y al cabo, ¿estas nociones siguen siendo relevantes? ¿Han aparecido formas de "neonacionalismo"?

Objetivos

Puesto que el nacionalismo surgió primero en Europa, a través del modelo de Estado-nación, antes de "exportarse" hacia el Nuevo Mundo mediante la colonización, este coloquio pretende abordar el fenómeno de forma comparativa.

En primer lugar, Europa se debate entre fuerzas antitéticas: la construcción de una entidad supranacional que suplante a los Estados-nación o a los Estados multinacionales, los soberanismos estatales en respuesta a la integración europea, y los nacionalismos regionales que exigen crear un Estado propio –Cataluña, Escocia, Flandes... ¿Es una señal de una Europa en crisis? ¿Qué significado debemos dar a estos movimientos nacionalistas?

Además, no todos los países europeos se han adherido al modelo de Estado-nación. El Reino Unido, al igual que Bélgica, son Estados multinacionales –o plurinacionales– compuestos por varias naciones, definidas por Stéphane Pierré-Caps como "comunidades diferentes, cada una de las cuales es consciente de su especificidad y muestra el deseo de preservarla" (Pierré-Caps 1995). De hecho, fue en la misma época, en los años 80, cuando asistimos al aumento del euroescepticismo y al resurgimiento del nacionalismo dentro de los países (la reivindicación de los nacionalistas escoceses de un Estado-nación). Si algunas entidades desean formar un Estado sobre la base de un movimiento nacionalista, ¿no es esto una prueba de que el Estado-nación aún tiene un brillante futuro por delante? ¿Podría la Unión Europea convertirse en una unión de Estados nacionales? ¿La posible salvación europea que supondrían las naciones sin Estado no se basa en una incompatibilidad fundamental entre ambas?

Las Américas, por su parte, adoptaron el modelo de Estado-nación a destiempo, en un contexto de descolonización, mediante procesos más o menos violentos según los países. Asimismo, han seguido el modelo de integración europeo, estableciendo acuerdos regionales como el NAFTA, el MERCOSUR o el CARICOM. Sin embargo, estos intentos de integración regional han tropezado con grandes obstáculos, sobre todo la negativa de los Estados a renunciar a lo que consideran una independencia nacional duramente conquistada. En consecuencia, estos acuerdos son más bien acuerdos comerciales, sin ambiciones supranacionales, que promueven una integración más funcional que institucional (Sohn et al, 2007).

Además, el nacionalismo se ha vinculado en los últimos tiempos con los movimientos indigenistas o indianistas. Por ejemplo, Bolivia, que es un Estado plurinacional, se enfrenta a las reivindicaciones identitarias y territoriales de los pueblos "originarios", que los gobiernos suelen considerar como poblaciones repartidas en un territorio. El nacionalismo latinoamericano debe analizarse también en el contexto de las luchas entre las autoridades políticas y las comunidades indígenas, que fueron las primeras víctimas de este nacionalismo colonial a través del expolio de tierras y la posterior deforestación, de la que se ha hablado mucho en Brasil por ejemplo...

Por último, tanto si es el Estado el que inculca y construye el nacionalismo a través de una concentración en torno a símbolos y principios, como si son los partidos políticos los que lo movilizan, o la sociedad civil la que lo anima y da forma, el nacionalismo es el producto de

determinados actores que producen un discurso particular –narrativa nacional o programas políticos– destinado a movilizar a los individuos en torno a ese "vínculo" que une a la nación.

Estas cuestiones relativas a las diferentes formas de nacionalismo que marcan el inicio del siglo XXI son precisamente las que este coloquio pretende explorar estructurándolas en torno a los siguientes ejes:

- Un primer eje **examinará el vínculo entre nacionalismo y populismo**. Los movimientos populistas que se han multiplicado en Europa y América instrumentalizan el nacionalismo "tradicional" o "común" a través de un discurso anti-inmigración y pro-soberanía. Cualquier propuesta sobre la relación entre nacionalismo e inmigración o nacionalismo y soberanía es relevante para nuestra reflexión. ¿Cómo se pone el nacionalismo al servicio de un discurso populista que promueve el ensimismamiento? ¿Qué visión de la nación se plantea? ¿Qué lugar ocupan los recién llegados en el proyecto nacional? ¿Son similares los discursos que surgen en Europa y América?
- Un segundo eje se centrará en **la oposición entre el nacionalismo regional y el nacionalismo estatal**. Podría abordarse el tema desde diferentes ángulos:
 - o En primer lugar, se favorecerán las propuestas que analicen la especificidad de los movimientos nacionalistas regionales y sus reivindicaciones a principios del siglo XXI. ¿Son estos movimientos el resultado de un problema político entre el Estado central y una región o es más bien un problema de cohesión social (y "nacional") dentro de la región? ¿Es compatible o no el sentido de pertenencia regional –percibido como "nacional", por lo que es un problema de definición– con la pertenencia nacional (del Estado-nación)?
 - o Además, cuando sabemos que independentistas quebequeses, vascos, catalanes, corsos o flamencos acudieron a Escocia en 2014 para asistir al referéndum de independencia, también podemos estudiar la **existencia de vínculos de solidaridad transnacional** entre determinados movimientos nacionalistas, especialmente entre Europa y América, en un momento en el que el Partido Nacional Escocés ha ganado ampliamente las elecciones (2021) y reclama un nuevo referéndum sin ser escuchado.
 - o Por último, dado el papel que han desempeñado las **lenguas** en la construcción de los nacionalismos (Brunet-Jailly 2017), también serán bienvenidas las propuestas que examinen cómo se han utilizado las lenguas al servicio del nacionalismo en el siglo XXI. Se podría pensar aquí en la importancia dada al gaélico y al escocés del Ulster en las negociaciones previas al restablecimiento de una asamblea en Irlanda del Norte en 2020, en los esfuerzos del gobierno nacionalista escocés para que se reconozca el escocés como lengua nacional (no como dialecto), pero los ejemplos abundan, como la actual reforma del proyecto de ley 101 en Quebec que trata de la lengua francesa. El papel del catalán y del euskera en los correspondientes nacionalismos es también absolutamente fundamental como definición nacional en torno a la cuestión lingüística. Por el contrario, en América Latina, aparte del portugués, todos los países comparten el español como lengua oficial, aunque el guaraní en Paraguay o las lenguas precolombinas en Bolivia sean ahora cooficiales. ¿La lengua construye la nación? ¿Puede una nación ser multilingüe? ¿Puede una misma nación estar a caballo entre varios Estados (y ser por tanto transfronteriza)?

- Un tercer eje tratará del nacionalismo y de **la redefinición de las fronteras en un contexto de regionalización e integración**, ya sea en Europa con la Unión Europea o en América con las alianzas regionales. ¿Marca el proyecto europeo el inicio de la crisis del Estado-nación con la pérdida de ciertos símbolos nacionales (moneda, fronteras)? ¿Es la Unión Europea un espacio de cosoberanía? ¿Qué relaciones quiere establecer la Unión Europea entre los Estados nacionales y las instituciones supranacionales? ¿La construcción de Europa conduce al advenimiento de una identidad europea y quizás incluso de una nación europea? ¿Compete la ciudadanía europea con la nacional? La UE también da un papel y una voz a las regiones de los Estados nacionales, que son actores en la aplicación de las políticas europeas. ¿Sigue siendo el Estado-nación (al menos en Europa) el actor ideal en un siglo XXI globalizado? ¿Ha intentado la UE debilitar a los Estados nacionales? ¿Se ha pensado seriamente en una Europa de regiones como alternativa a una Europa de Estados-nación? ¿En qué sentido el Brexit podría ser una *mise en abyme* para los independentistas escoceses o catalanes (Catalexit)? Estas reflexiones también podrían permitir, desde un punto de vista comparativo, examinar los vínculos que estructuran los Estados-nación y las agrupaciones regionales americanas: el antiguo TLCAN, el MERCOSUR, el Sistema de Integración Centroamericana o el CARICOM (la Comunidad del Caribe). Aunque menos logradas que la Unión Europea, ¿transmiten estas agrupaciones una dimensión identitaria que desafíe –o se oponga– a las identidades nacionales existentes? Por último, ¿qué pasa con estas agrupaciones regionales en un momento en que el populismo está en alza?

Dado que el nacionalismo se encuentra en la encrucijada de las disciplinas, este coloquio es a la vez transversal y transdisciplinario, y todos los enfoques son bienvenidos, ya sea en relación con la civilización, la geografía, la historia, las ciencias políticas, las relaciones internacionales, la sociología, la lingüística, la etnología, la psicología... También se anima a los ponentes a adoptar metodologías multidisciplinares y comparativas con el fin de comparar los países europeos y americanos.

Lugar: Grenoble (Francia)

Fecha: 1, 2, 3 Junio de 2022

Las propuestas deberán enviarse antes del 31 de octubre a la siguiente dirección:
nationalismes.regardscroises@gmail.com

Références

Álvarez Junco, José, *Mater Dolorosa. La idea de España en el siglo XIX*, Taurus, Madrid, 2001.

Anne-Laure Amilhat Szary, « Géopolitique et frontières en Amérique Latine » in Hardy, Sébastien et Médina, Lucile, *L'Amérique Latine*, Editions du Temps, pp.11-33, 2005, Questions de Géographie. fffhalshs-00252981f

Anderson, Benedict, *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, London, Verso, 1993.

Brunet-Jailly, Emmanuel, « Languages, Nations and States, Borders and Borderlands; a critical assessment » in Tomek Kamusella and Motoki Nomashi *Show Your Tongue: Central Europe Through the Lens of Language and Politics*, Hokkaido University Press, 2017.

- Brubaker, Roger, *Nationalism Reframed – Nationhood and the National Question in the New Europe*, Cambridge, University of Cambridge Press, 1996.
- Bresser, Liuz Carlos, « Amérique Latine : de l'Interprétation nationaliste à l'interprétation par la dépendance », *Revue Tiers Monde*, 2009/3 n° 199 | pages 533 à 546 <<https://www.cairn.info/revue-tiers-monde-2009-3-page-533.htm>>
- Foucher, Michel, *Fronts et Frontières*, Paris, Fayard, 1991.
- Foucher, Michel, *L'Obsession des frontières*, Paris, Tempus, 2012.
- Gellner, Ernest, *Nations et nationalisme*, Paris, Payot, 1989.
- Habermas, Jürgen, *Après l'Etat-nation*, Paris, Fayard, 2000
- Haller, Max et Ressler, Regina, « National and European Identity – A study of their meanings and interrelationships », in *Revue française de sociologie*, 2006/4 Vol. 47 | pages 817 à 850 <https://www.cairn.info/revue-francaise-de-sociologie-1-2006-4-page-817.htm>
- Heater, Derek et Berridge, G. R., « The Force of Nationalism » in *Introduction to International Politics*, London, MacMillan Press, 1998.
- Hobsbawm, Eric, *Nations et nationalisme depuis 1780*, Paris, Gallimard, 1992.
- Jones, Reece, *Violent Borders – Refugees and the Right to Move*, New York, Verso, 2016.
- Kassem, Lina M. et al, « Nationalism and the Clash of Identities » in Snarr, Michael, *et al, Introducing Global Issues – Fifth Edition*, London, Lynne Rienner Publishers, 2012.
- Martigny, Vincent, « Penser le nationalisme ordinaire » in *Raisons Politiques*, 2010/1 n° 37 | pages 5 à 15, Presses de Science Po < <https://www.cairn.info/revue-raisons-politiques-2010-1-page-5.htm>>
- Mill, John Stuart, *Considerations on Representative Government*, Charleston, Blibliobazar, 1861.
- Núñez Seixas, Xosé Manoel, *Suspiros de España. El nacionalismo español (1808-2018)*, Madrid, Crítica, 2018.
- Pierré-Caps, Stéphane, *La Multination : l'avenir des minorités en Europe centrale et orientale*, coll. « Sciences humaines », 1995, in: *Droit et société*, n°32, 1996. Norme, règle, habitus et droit chez Bourdieu.
- Piermay Jean-Luc, « La Frontière et ses ressources : regards croisés » in Antheaume Benoît et al (dir.) *Le Territoire est mort : vive les territoires ! : une refabrication au nom du développement*, Montpellier, IRD Éditions, 2005.
- Renan, Ernest, *Qu'est-ce qu'une nation?*, Paris, Calmann Lévy, 1882.
- Rosière, Stéphane, *Frontière de fer – le cloisonnement du monde*, Paris, Ellipses, 2020.
- Sohn, Christophe, Reitel, Bernard et Walter, Olivier, « Analyse comparée de l'intégration métropolitaine transfrontalière en Europe », *Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement* [En ligne], 4 | 2007, mis en ligne le 15 décembre 2012, consulté le 09 novembre 2019.
- Thiesse, Anne-Marie, *La création des identités nationales*, Paris, Seuil, 1999.
- Vizcaíno, Fernando et al, *Nación y nacionalismo en América Latina*, Centro de Estudio Sociales (CES), 2007.

Comité Organisateur	Comité Scientifique
Pierre-Alexandre Beylier, Université Grenoble-Alpes	Pierre-Alexandre Beylier, Université Grenoble-Alpes
Marie-Violaine Louvet, Université Toulouse 2 Jean-Jaurès	Stéphanie Bory, Université Lyon 3
Michel Martinez, Université Toulouse 1-Capitole	Olga Bronnikova, Université Grenoble-Alpes
Véronique Molinari, Université Grenoble-Alpes	Edwige Camp-Pietrain, Université de Valenciennes
	Frédéric Guillaume Dufour, Université du Québec à Montréal
	Marie-Violaine Louvet, Université Toulouse Jean-Jaurès
	Michel Martinez, Université Toulouse-Capitole
	Lucile Medina, Université de Montpellier
	Lluís Medir Tejado, Universitat de Barcelona
	Véronique, Molinari, Université Grenoble-Alpes
	Conor Mulvah, University College Dublin
	Alexandra Palau, Université de Bourgogne
	Daniel Rojas, Université Grenoble-Alpes